

ÉCONOMIE

La libéralisation des télécoms, une condition essentielle pour l'introduction du broadband

25/04/2009

LIBAN - CONFERENCE

Suite au lancement, en octobre dernier, de l'initiative « Broadband Now », le Lebanese Broadband Stakeholders Group (LBSG) a organisé hier une conférence à laquelle ont pris part plusieurs représentants du secteur des télécoms ainsi que deux invités d'honneur, venus de l'étranger pour partager leur expérience dans le domaine et évoquer l'importance de l'Internet haut débit au niveau économique. La conférence était également l'occasion de rappeler les principaux objectifs de cette initiative visant à accélérer la mise en place du broadband au Liban, jusque-là retardée par des facteurs plus politiques qu'économiques.

« Notre but est de sensibiliser le public à l'importance du broadband et de créer un groupe de pression afin de convaincre les autorités de la nécessité de mettre en place cette infrastructure indispensable au développement du pays », a ainsi souligné Bassam Tuéni, membre du LBSG. Le groupe a d'ailleurs déjà lancé un manifeste, signé jusque-là par 2 400 professionnels et une centaine d'associations. « Nous aspirons en effet, à avoir, d'ici à 2011, une vitesse de connexion de 100 mégabits par seconde à prix abordables. Aujourd'hui, le DSL disponible sur le marché local assure une vitesse maximale de seulement un mégabit par seconde et est vendu en moyenne à 70 dollars par mois », a déploré Tuéni. Selon lui, les prix relativement élevés, auxquels s'ajoute un service peu performant, découragent de nombreux usagers à s'abonner au réseau. Il en résulte d'ailleurs un faible taux de pénétration d'Internet ; selon les chiffres du LBSG, il existe aujourd'hui près de 950 000 abonnés au Liban, dont environ 80 000 utilisant la technologie DSL, sur une population de près de 3,7 millions d'habitants. Pour pallier le problème, l'État devra procéder à une libéralisation du marché, qui, selon plusieurs participants à la conférence, passe d'abord par une corporatisation de la compagnie Ogero, tel que prévu par la loi n° 431 relative au secteur des télécoms.

Cette idée a d'ailleurs été au cœur de l'intervention du président du Broadband Stakeholder Group (BSG) au Royaume-Uni, Kip Meek, ainsi que du membre du conseil d'administration de la société Iliad, Olivier Rosenfeld. Selon eux, la libéralisation du secteur constitue en effet une condition sine qua non à l'introduction du broadband sur le marché local, ainsi qu'à l'optimisation des services offerts et à la réduction des prix. M. Meek a rappelé, à cet égard, le soutien apporté par le gouvernement britannique afin de mettre en place l'Internet haut débit. Il a, par ailleurs, souligné l'impact positif du broadband sur la croissance économique. « Certes, il n'est pas évident d'en mesurer avec exactitude l'effet sur le PIB d'un pays, mais son importance pour l'économie est équivalente à celle de l'électricité », a-t-il souligné. Outre son impact sur la réduction des coûts liés aux déplacements ou aux communications, le broadband aide en effet à l'essor de plusieurs secteurs, dont les banques, les sociétés informatiques ou encore les hôpitaux, en leur assurant la plate-forme nécessaire au développement de leurs services électroniques.

EG